

ASSOCIATION NOVÉHA

Rue Alfred de Vigny
85607 MONTAIGU CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Assemblée générale ordinaire
du 23 avril 2025

Ce rapport contient 22 pages

ACCIOIR LA ROCHE-SUR-YON

53, rue Benjamin Franklin - CS 80654 - 85016 La Roche sur Yon cedex

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes inscrite au tableau de l'Ordre de la région Pays de la Loire et membre de la
Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
SAS au capital de 48 000 € - Siret 383 228 839 00051 - RCS La Roche sur Yon - FR96 383 228 839

Tél. 02 51 37 10 14 - laroche@accior.fr
www.accior.fr - www.audecia.com

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Assemblée générale de l'association NOVÉHA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association NOVÉHA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les subventions ainsi que le poste créances.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'Association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 23 avril 2025

Le commissaire aux comptes

ACCIO LA ROCHE SUR YON



François CAILLAUD

Comptes annuels

Exercice clos le 31 DECEMBRE 2024

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	190 361	169 342	21 019	30 143
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL	190 361	169 342	21 019	30 143
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	317 924	205 654	112 270	125 414
Actif circulant	Constructions	4 597 514	3 150 106	1 447 407	1 591 774
	Inst. techniques, mat.out. industriels	2 277 066	2 088 404	188 661	217 412
	Immobilisations corporelles en cours	258 943		258 943	139 728
	Avances et acomptes				
	TOTAL	7 451 449	5 444 166	2 007 282	2 074 329
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾				
	Participations et créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
Actif circulant	Autres				
	TOTAL				
	Total I	7 641 810	5 613 508	2 028 301	2 104 472
	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	383 690	17 738	365 952	375 925
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres	401 940		401 940	428 095
	TOTAL	785 631	17 738	767 893	804 020
	Divers				
Actif circulant	Valeurs mobilières de placement	800 000		800 000	599 880
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	1 978 261		1 978 261	2 192 402
	Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	28 728		28 728	33 099
	TOTAL II	3 592 622	17 738	3 574 883	3 629 403
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	11 234 432	5 631 247	5 603 185	5 733 876
	Renvois				
	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	399 697	399 697
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	1 881 717	1 881 717
	Report à nouveau	762 330	687 412
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	13 218	74 918
	Situation nette (sous-total)	3 056 963	3 043 745
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	2 056 577	2 167 736
	Provisions réglementées		
	Total I	5 113 540	5 211 482
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total I bis		
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total II		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total III		
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	136 430	100 692
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	246 907	231 912
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	35 815	60 710
	Autres dettes		24 516
	Instruments de trésorerie	70 490	104 561
	Produits constatés d'avance		
	Total IV	489 644	522 394
	Écart de conversion Passif V		
	TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	5 603 185	5 733 876
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	52 294	46 907
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	2 059 949	1 949 700
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	231 831	21 028
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		59 359
	Utilisations des fonds dédiés		27 928
	Autres produits	2 356	12 424
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		2 346 431	2 117 349
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	931 372	870 367
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	87 644	83 704
	Salaires et traitements	821 026	794 936
	Charges sociales	278 094	256 351
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	272 951	318 953
	Dotations aux provisions	9 797	2 760
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	3 006	6 137
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		2 403 893	2 333 210
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-57 461	-215 861

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	71 025	48 305
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	71 025	48 305
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	345	
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	345	
2. Résultat financier (III-IV)		70 679	48 305
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		13 218	-167 555
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		256 691
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		256 691
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		523 7 193 6 501
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		14 218
4. Résultat exceptionnel (V-VI)			242 473
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		VII VIII	
Total des produits (I + III + V)		2 417 457	2 422 347
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 404 238	2 347 429
EXCÉDENT OU DÉFICIT		13 218	74 918
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

1 Description de l'activité et des moyens de l'entité

1.1 Objet social

Conformément aux statuts mis à jour par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 avril 2022, « l'association a pour objet dans son secteur géographique :

- D'animer et d'assurer la représentation du réseau des entreprises et des branches professionnelles de l'Aménagement de l'Habitat domestique et professionnel (ameublement, agencement, menuiserie, nautisme et habitat de loisirs...) par le conseil, la formation et l'innovation ;
- D'organiser des activités de formation, de recherche et d'innovation ; de mutualiser des ressources et des équipements pour répondre aux entreprises de l'Aménagement de l'Habitat ; d'être un lieu d'incubation, d'expérimentation et de réalisation de projets à caractère industriels ; d'offrir des services et compétences accessibles aux industriels ; d'assurer le pilotage et l'animation du réseau des entreprises de l'Aménagement et de l'Habitat ;
- D'organiser et de développer les moyens permettant d'assurer des formations professionnelles initiales et qualifiantes quel qu'en soit le statut dès lors qu'elles conduisent à un diplôme, un titre, une qualification professionnelle ou une reconnaissance CCN ;
- D'organiser les activités de formation en apprentissage et de gérer conformément aux dispositions du titre V du livre III du Code du Travail le Centre de Formation d'Apprentis (CFA), dont l'activité a été déclarée le 4 mars 2020 auprès de la Préfecture des Pays de la Loire ;
- De prendre des participations, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toute société ou groupement dont l'objet pourrait se rattacher ou contribuer à celui de l'association. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Formations longues sous différents statuts : contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation, salariés de la formation continue ;
- Formations courtes des salariés ;
- Formations reconversion, requalification ;
- Prestations d'accompagnement technique (diagnostics, assistance, veille, ...).

2 Faits caractéristiques

2.1 Evènements principaux de l'exercice

Néant

2.2 Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3 Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2022-06 modifiant le règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.1 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

3.2 Première mise en application du règlement comptable ANC 2022-06

Le nouveau règlement intègre dans le résultat d'exploitation des comptes auparavant inscrits dans le résultat exceptionnel.

Les produits d'exploitation comprennent notamment :

- Les quotes-parts de reprise de subventions d'investissement pour un montant de 190 709 € présentées en résultat exceptionnels en année N-1 pour un montant de 244 692 €.

Les charges de personnel ont été minorées de remboursements :

- Des avantages en nature pour un montant de 8 409 €,
- De prise en charge de coûts de formation pour un montant de 2 893 €,
- D'aide à l'embauche apprentis pour un montant de 3 500 €.

4 Informations relatives au bilan

4.1 Actif

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentation s (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisation s incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	190 361	-	-	-	190 361
Immobilisations corporelles	Terrains	317 925	-	-	-	317 925
	Constructions	4 562 728	34 786	-	-	4 597 514
	Install. Tech., mat., outillage	1 947 328	32 110	-	-	1 979 438
	Install. générales, ag. Am. divers	4 131	-	-	-	4 131
	Matériel de transport	4 729	-	-	-	4 729
	Mat bur., informatique, mobilier	278 100	10 669	-	-	288 769
	Immo. Corp. En cours	139 728	119 215	-	-	258 943
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	7 254 668	196 780	-	-	7 451 449
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		7 445 030	196 780	-	-	7 641 810

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Les amortissements économiquement justifiés correspondant à la dépréciation desdits-biens sont calculés selon le mode linéaire.

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Agencements terrain	Linéaire	10 à 20 ans
Construction	Linéaire	5 à 30 ans
Agencements des constructions	Linéaire	5 à 20 ans
Matériel entretien, atelier	Linéaire	2 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 10 ans

Immobilisations	Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	160 218	9 124	169 342
Amortissements corporelles	Terrains	192 510	13 145	205 655
	Constructions	2 970 954	179 153	3 150 107
	Install. Tech., mat., outillage	1 823 173	53 864	1 877 037
	Install. générales, ag. Am. divers	3 721	-	3 721
	Matériel de transport	4 729	-	4 729
	Mat bur., informatique, mobilier	185 253	17 666	202 919
	Immo. Grevées de droits	-	-	-
	Total III	5 180 339	263 827	5 444 166
Total général		5 340 557	272 951	5 613 509

4.1.3 Amortissements et dépréciations – État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	160 218	9 124	-	-	-	169 342
Corporelles	5 180 339	263 827	-	-	-	5 444 166
TOTAL	5 340 557	272 951	-	-	-	5 613 509

4.1.4 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	7 942	7 797	-	17 739
Autres	-	-	-	-
TOTAL	7 942	7 797	-	17 739

4.1.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DEL' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	383 691	383 691	
	Autres	401 941	401 941	
Charges constatées d'avance		28 729	28 729	
TOTAL		814 361	814 361	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		136 430	136 430		
Dettes fiscales et sociales		246 908	246 908		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		35 816	35 816		
Autres dettes		-			
Produits constatés d'avance		70 491	70 491		
TOTAL		489 645	489 645		

4.1.6 Disponibilités

Le compte courant bancaire CIO de NOVEHA est géré dans le cadre d'un contrat spécifique avec la banque qui génère des placements financiers par le biais d'un compte miroir.

Les produits financiers se sont élevés à 68 650 € au cours de l'exercice 2024, contre 48 306 € l'année dernière.

4.1.7 Comptes de régularisation

Les charges constatées d'avance, qui s'élèvent à 28 729 € au 31 décembre 2024 contre 33 100 € en 2023, sont liées à l'exploitation.

4.1.8 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Facture à établir	149 407
Rabais, remises, ristournes à obtenir	2 319
Subvention à recevoir sur investissements	339 100
Subvention d'exploitation à recevoir	32 478
Remboursements de formation et aide à l'embauche	373
Remboursements indemnité de départ à la retraite	5 617
Etat produits à recevoir	1 500
TOTAL	530 794

4.2 Passif

4.2.1 Fonds propres

4.2.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Libellés	Solde début	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Solde fin
Fonds associatifs sans droit de reprise					
Fonds statutaires	399 697				
Réserves					
Réserves pour projet	1 881 717				1 881 717
Report à nouveau	687 412	74 918			762 330
Excédent ou déficit	74 918	- 74 918	13 218		13 218

Les fonds statutaires se composent d'une dotation initiale de 399 697 € perçue par l'organisme gestionnaire de NOVEHA lors de l'apport partiel d'actif de l'AFPIA en 2003.

4.2.1.2 Subventions d'investissement

Dans les fonds propres figurent les subventions d'investissements pour un montant net de 2 056 577 €.

Subventions d'investissements	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Montant nominal	4 184 891	105 815	26 265	4 264 441
Quotes-parts virées au résultat	- 2 017 155		190 709	- 2 207 864
Solde	2 167 736	105 815	216 974	2 056 577

4.2.2 Fonds dédiés

Néant.

4.2.3 Provision pour indemnité de départ à la retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés, au titre de l'indemnité de départ à la retraite, s'élève à 70 363 € en 2024 contre 67 752 € en 2023. Cet engagement a été déterminé à partir de la méthode des unités de crédits projetées et des paramètres suivants :

- Age de départ à la retraite : 64 ans ;
- Taux d'actualisation : 3,42 % ;
- Taux de progression des salaires : 0.50 % par an ;
- Table de mortalité : Table de mortalité définitive 2018-2020 ;
- Taux de turnover : 1,00 %.

L'association a souscrit à un contrat Passifs sociaux auprès d'un organisme externe en 2017. La situation au 31 décembre 2024 est de 135 281 €.

Au 31 décembre 2024, le montant total de l'engagement est couvert par l'externalisation.

4.2.4 Comptes de régularisation

Au 31 décembre 2024, les produits constatés d'avance, qui s'élèvent à 70 491 € sont liés à l'exploitation contre 104 561 € sur l'exercice 2023.

Charges à payer	Montant
Factures à recevoir	49 433
Dette sociales et fiscales	131 655
Avoir à établir	-
TOTAL	181 088

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Répartition des produits d'exploitation (hors reprises de provisions et transferts de charges) :

Produits d'exploitation	Montant
Prestations de services	2 059 949
Subventions d'exploitation	231 831
Cotisations	52 294
Utilisations de fonds dédiés	-
Autres produits	2 356
TOTAL	2 346 431

5.2 Résultat financier

Le résultat financier qui s'élève à 70 679 € est composé des intérêts des placements.

5.3 Résultat par activité

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Former en alternance		31 519
Former en continu et Faciliter, Innover, Animer (secteur taxable)	- 47 183	
Organisme gestionnaire		28 882
TOTAL		13 218

5.4 Fiscalité

L'association ayant une activité accessoire de formation continue, un secteur distinct d'activité a été créé et a fait l'objet d'une déclaration fiscale.

6 Informations complémentaires

6.1 Effectif

L'effectif moyen pour l'exercice 2024 est de 20 salariés.

6.2 Rémunération des hauts cadres dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

Il doit être communiqué, en application de l'article 20 de la loi n°2006-589 du 23 mai 2003, le montant des rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants de l'association.

Pour l'exercice 2024, cette information n'est pas communiquée car cela reviendrait à donner une rémunération individuelle.

6.3 Contributions volontaires en nature

A défaut d'identifier de manière exhaustive les informations, l'entité n'est pas en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

Les contributions volontaires en nature concernent essentiellement les heures de bénévolat réalisées par les élus dans les instances de l'association (conseil d'administration et conseil de perfectionnement). Ces contributions ne sont pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.